

## Recherches sociographiques



# John Irvine LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth Century Québec : The Upper St. Francis District*

Guy Gaudreau

---

Volume 31, Number 3, 1990

La santé

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056554ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056554ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Gaudreau, G. (1990). Review of [John Irvine LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth Century Québec : The Upper St. Francis District*]. *Recherches sociographiques*, 31(3), 426–429. <https://doi.org/10.7202/056554ar>

---

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

communauté franco-américaine en Nouvelle-Angleterre, depuis sa formation jusqu'à son évolution en une « franco-américanité éclatée », fournit à coup sûr plusieurs éléments pertinents pour le faire.

Danielle GAUVREAU

*Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Chicoutimi.*

---

John Irvine LITTLE, *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth Century Québec: The Upper St. Francis District*, Kingston (Ontario), McGill/Queen's University Press, 1989, xvi + 306 p.

Ce livre est bienvenu. L'auteur, qui enseigne à l'Université Simon-Fraser, en avait donné un avant-goût en publiant certaines sections au cours des dernières années. Dans ce sens, l'ouvrage, bien que fort pertinent, n'est pas totalement neuf. En plus d'être joliment émaillé de cartes commodes et de tableaux statistiques courts et efficaces, il contient un index qui facilitera le repérage d'informations précises.

L'exposé de Little sur la colonisation d'une partie des Cantons-de-l'Est est rafraîchissant : elle fut beaucoup plus qu'une simple activité agricole sur des terres neuves, n'en déplaise à la petite bourgeoisie qui voulait l'y réduire.

Les neuf chapitres du livre sont bien équilibrés et se lisent indépendamment, selon le vœu de l'auteur. Il aurait peut-être mieux valu intégrer davantage l'ensemble, quoique le premier chapitre, où on définit la problématique, permet d'atténuer l'effet d'éclatement de la présentation.

Les chapitres deux et trois traitent de l'insuccès des compagnies foncières à coloniser la région. La British American Land Company, contrôlée par des actionnaires britanniques, et la Québec and Mégantic Land Company, entreprise canadienne, ne parviendront pas à amorcer un véritable mouvement. Elles resteront préoccupées par des placements spéculatifs et par des ventes de terres aux compagnies forestières. L'auteur soupçonne, à raison, la compagnie canadienne d'être en fait l'une de celles-ci à la recherche de matières brutes. Il est, en effet, difficile de croire aux motifs purement agraires de William Price, un des partenaires de la firme. Qui plus est, la source fondamentale en matière ligneuse au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle étant les terres privées, ce maquillage permet l'accès à d'immenses réserves boisées vendues à vil prix par le gouvernement colonial.

Deux autres chapitres décrivent des interventions des entrepreneurs forestiers sur le mouvement de colonisation. Le rôle de l'entreprise C.S. Clarke and Co. est particulièrement bien fouillé au chapitre cinq, tandis qu'en dernière partie l'auteur met en lumière les tentatives d'implanter de nouvelles compagnies de colonisation au début des années 1880, lesquelles vont surtout s'affairer à l'exploitation de la forêt.

D'autres aspects sont abordés. L'activité d'une société de colonisation (l'Association du district de Montréal pour l'établissement des Canadiens français dans les Townships du Bas-

Canada) et celle d'un agent des terres sont examinées au quatrième chapitre. On traite par la suite des relations entre les colons anglophones et francophones d'une même paroisse. Au chapitre sept, on aborde la lente construction d'un chemin de fer de colonisation ainsi que la forte participation financière des municipalités, et, au chapitre huit, le mouvement de rapatriement des Franco-Américains.

La problématique de l'ouvrage mérite une attention spéciale. L'auteur amorce une réflexion fort stimulante sur le mouvement de colonisation à partir de l'exemple du haut Saint-François. Il aborde ainsi un sujet que Normand SÉGUIN a renouvelé avec brio dans son ouvrage sur Hébertville au Saguenay (*La conquête du sol*, 1976). Little prétend que certaines dimensions du schéma explicatif de Séguin sur la relation entre la colonisation et l'exploitation forestière (la colonisation sert essentiellement les intérêts des entrepreneurs forestiers et la forêt est incapable de stimuler le développement des activités agricoles) ne s'applique pas au secteur des Cantons-de-l'Est qu'il a étudié. (Traduction.) « Que la théorie plutôt discutable de Séguin s'applique ou non aux régions qu'il a analysées sur la rive nord, les lignes de dépendance tracées ne seront pas aussi fortes pour un terroir plus isolé. » (P. 14.)

Deux arguments militent en faveur d'une révision de la thèse de Séguin. (Pp. xiii et xiv.) D'une part, le potentiel agricole de la région limite la commercialisation des produits et suscite une économie mixte chez les colons, c'est-à-dire une production à la fois agricole et forestière. Vue sous cet angle, la forêt permet, bien au contraire, la survie et l'expansion des zones de colonisation. D'autre part, les entrepreneurs forestiers se montrent très réticents à la venue des colons sur leurs territoires de coupe.

Cette interprétation soulève plusieurs questions, notamment parce qu'elle repose sur une lecture discutable de l'approche de Séguin dont la conception de l'économie agroforestière diffère substantiellement. Nous ne croyons pas que le modèle de cette économie implique que les entrepreneurs forestiers aient attiré les colons afin d'embaucher des travailleurs saisonniers ou encore d'en obtenir les excédents agricoles nécessaires aux chantiers d'abattage. (P. 34.) La relation entre les deux activités, structurelle et objective, dépasse les intentions ou les volontés. C'est bien malgré elle que la forêt attire les colons dans ses zones d'activité. Au demeurant, Séguin (et bien avant lui Blanchard) a toujours dénoncé le peu de dynamisme des entrepreneurs en matière de colonisation. Il est bien placé pour le savoir : les exploitants de la Mauricie furent particulièrement efficaces à empêcher l'expansion agricole le long du bassin de la rivière Saint-Maurice. Nous serions alors porté à dire que l'attitude de ceux du haut Saint-François confirme plus qu'elle n'infirme les énoncés de Séguin.

Si Little marque des points, c'est bien davantage sur la notion de colonisation. Tout au long de l'ouvrage, il démontre avec beaucoup d'à-propos que les travaux forestiers des colons sur les lots ou en marge des terres concédées constituent une activité importante de l'économie régionale. La vente des billots, beaucoup plus que celle des excédents agricoles ou que le travail dans les chantiers, s'avère une source de revenus indispensable (p. 31), et les petites scieries, dont les propriétaires n'ont pas accès aux concessions forestières, pullulent. Il y aurait donc une double économie forestière : l'une, contrôlée de l'extérieur par les grands concessionnaires forestiers, et une autre, interne et régionale, sur laquelle s'appuie une colonisation qui déborde de la stricte activité agricole.

Si l'existence de cette activité menée par de petits producteurs indépendants ne fait pas de doute, nous pouvons néanmoins nous demander si elle ne serait pas qu'une étape temporaire dans la stratégie familiale en vue de posséder une terre. Il est loin d'être certain que les

agriculteurs vivent longtemps de leurs boisés ou de ceux qu'ils exploitent en marge de leur terre, en raison de l'exiguïté de ces sources d'approvisionnement, à moins de supposer que la population soit toujours en déplacement, ce qui est certes possible quand on connaît la mobilité des groupes de l'époque, mais cela n'a pas encore été démontré.

Par ailleurs, Little se plaint de l'absence de réflexion théorique des auteurs en regard de cette double économie : le capitalisme en milieu rural avancerait à pas tortueux ; la colonisation constituerait, de la part de la petite bourgeoisie, une réponse dynamique mais partielle au défi du capitalisme en même temps qu'elle renforcerait des formes de production précapitalistes. N'en déplaise au chercheur qui souligne les vides du marxisme, nous jugeons pertinente, au contraire, la réflexion marxiste sur cette question. Qu'il suffise de rappeler les propos de Charles BETTELHEIM.

[...] au sein d'une formation sociale capitaliste, les formes de production non capitalistes, avant de disparaître, sont « restructurées » (partiellement dissoutes) et ainsi subordonnées (donc aussi conservées) aux rapports capitalistes dominants. L'« histoire concrète » de l'agriculture dans les formations sociales capitalistes est celle d'une telle conservation-dissolution [...] (« Remarques théoriques », dans : Arghiri EMMANUEL, *L'échange inégal*, 1979 : 322.)

On dit parfois que les questions posées sont souvent tout aussi essentielles que les réponses fournies. Little, dans la foulée de ce qui précède, formule une de ces questions stimulantes. Pourquoi la petite bourgeoisie traditionnelle, adepte de la colonisation, n'en a pas proposé ou même exigé un type plus intégré (comme en Scandinavie) en permettant aux colons d'avoir davantage accès (en exclusivité peut-être) aux forêts publiques ? Cela leur aurait permis d'approvisionner les entreprises à titre de producteurs indépendants. Si la réponse marxiste éclaire efficacement les motifs qui poussent la petite bourgeoisie à attacher le colon à la terre, elle ne nous permet pas de comprendre comment il a pu continuer à développer ses activités forestières devant l'opposition combinée de la petite bourgeoisie et des entrepreneurs forestiers.

(Traduction.) L'agrarianisme, les intérêts personnels, et des considérations politiques et financières contribuèrent au *consensus* de la classe moyenne, à savoir que le colon devait à tout prix rester collé à une existence sédentaire et agricole. En dépit de cet accord général toutefois, un système agroforestier, composé d'une agriculture de subsistance et une dépendance à l'économie forestière, s'est installé sous une forme ou une autre [...] (P. 14.)

Dans un autre ordre d'idées, l'auteur examine les grandes orientations prises par l'Administration à l'égard du domaine public. Sur ce point, nous avons été surpris de constater la non-utilisation du rapport de la commission d'enquête de 1854 sur la politique de gestion et de vente des terres publiques (voir : *Journaux de l'Assemblée législative du Canada*, 1855, appendice Mm), présidée par A. T. Galt, commissaire de la British American Land Company. Ce texte demeure capital pour toute analyse des mesures administratives des terres de la Couronne. On y entérine, et pour longtemps, l'idée de laisser la colonisation pénétrer les territoires de coupe des exploitants. Little aurait pu profiter grandement des témoignages consignés au cours de l'enquête.

En terminant, j'émettrai deux reproches mineurs sur l'impression de l'ouvrage : d'abord, le report des notes à la fin demeure une fâcheuse manie qui ralentit la démarche du lecteur ; ensuite, le recours irrégulier au *sic* pour signaler des mots mal écrits dans les documents du XIX<sup>e</sup> siècle. Quoique l'auteur nous prévienne en introduction qu'il réserve cette mention seulement pour les cas peu évidents, il a ajouté un *sic* après plusieurs fautes élémentaires. (Pp. 112s.) Il aurait fallu ou toutes les indiquer ou, plus simplement encore, éviter l'utilisation de cette règle d'une discutabile opportunité.

Mais qu'on ne se méprenne pas. L'ouvrage demeure remarquable et la variété des documents inventoriés constitue une véritable prouesse. Une partie importante du travail de l'historien consiste à dénicher et exploiter des sources. Little nous en fournit un bel exemple.

Guy GAUDREAU

*Département d'histoire,  
Université Laurentienne.*

---

Chad GAFFIELD, *Language, Schooling, and Cultural Conflict: The Origins of the French Language Controversy in Ontario*, Kingston (Ontario), McGill/Queen's University Press, 1987, xviii + 249 p.

L'Ontario est en pleine crise linguistique. L'intolérance envers la minorité francophone n'hésite plus à se manifester au grand jour, et s'effrite l'appui du gouvernement à la minorité franco-ontarienne, au moment même où cette communauté, forte de ses droits nouvellement acquis, réclame impatiemment un aménagement linguistique qui lui permette de vivre sa différence. Les intellectuels et autres interprètes des relations entre anglophones et francophones du Canada sont nombreux à pointer du doigt les élites politiques. *Language, Schooling, and Cultural Conflict* nous invite à chercher ailleurs les racines du conflit qui perturbe le climat social de la province: Gaffield, sur la controverse entourant l'éducation de langue française dans l'Est ontarien au siècle dernier, nous oriente du côté des relations entre des communautés culturelles qui doivent partager quotidiennement les mêmes espaces, dans un environnement en pleine transformation.

L'ouvrage porte sur la querelle linguistique qui s'est déclarée dans le comté de Prescott-Russell, espace privilégié d'immigration francophone au Canada anglais à partir des années 1850. L'auteur y analyse comment la région devint le centre de la polémique portant sur la langue d'enseignement en Ontario durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il démontre en quoi les conditions démographiques et les contraintes de l'économie locale ont influé sur le développement de la solidarité franco-ontarienne et sur l'avancement de la langue française dans l'éducation. La perspective est dite «critique»; l'auteur soutenant surtout que l'histoire de la question linguistique au Canada ne peut être dissociée de l'évolution générale des communautés. On s'inspire directement des recherches récentes sur la culture, l'ethnicité et l'identité, qui resituent le contexte de l'évolution des sociétés au cœur de l'explication.

Le lecteur en quête de propositions théoriques sur la dynamique des rapports entre les cultures française et anglaise au pays sera cependant déçu. Cet aspect n'est que rapidement esquissé dans la préface qui sert aussi d'introduction méthodologique. La contribution de Gaffield est essentiellement pratique: dès la première page, il s'emploie, sur le terrain, à nous démontrer avec force détails l'incidence des conditions matérielles des communautés locales sur les relations de plus en plus tendues qui se développeront entre les deux cultures à l'échelle provinciale.